

**CONVENTION POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS DE  
SERVICES ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRES DES  
CONFLUENCES ET LE SYNDICAT MIXTE EAUX CONFLUENCES  
(SMEC)**

**Vu** les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L.5214-16-1 ;

**Vu** les dispositions du Code de la Commande Publique, notamment son article L.2511-6 ;

**Considérant** que l'article L.5214-16-1 du CGCT dispose « *sans préjudice de l'article L.5211-56, la communauté de communes peut confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.*

*Dans les mêmes conditions, ces collectivités territoriales et établissements publics peuvent confier à la communauté de communes la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions » ;*

**Considérant** que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais la fourniture de services de la Communauté de Communes Terres des Confluences auprès du SMEC afin d'assurer la réalisation de missions de services publics dans le cadre de considérations d'intérêt général ;

**Considérant** que le SMEC s'est rapproché de la Communauté de communes Terres des Confluences afin de pouvoir disposer d'une partie des compétences et des moyens pour la réalisation de ses fonctions supports ;

**Considérant** qu'il convient de fixer les modalités de la convention par laquelle la Communauté de communes Terres des Confluences a proposé d'apporter le soutien aux services du SMEC en répondant favorablement à sa demande et entend confier la fourniture de services à cet établissement public ;

**Entre les soussignés :**

La Communauté de communes Terres des Confluences représentée par son Président, Monsieur Dominique BRIOIS, dûment habilité par délibération n° \_\_\_\_\_ du Conseil Communautaire en date du 28 septembre 2021 ;

**Vu, pour être annexé**

à la délibération du

Conseil Communautaire

en date du.....28/09/2021.....

A Castelsarrasin, le.....04/10/2021.....

*Le Président*

D'une part,



Et :

Le Syndicat Mixte Eaux Confluences (SMEC) représenté par son Président, Monsieur Jean-Philippe BESIERS, dûment habilité par délibération n° \_\_\_\_\_ du Syndicat mixte en date du \_\_\_\_\_,

D'autre part,

## **IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUI**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

Dans le cadre d'une demande de prestation le Syndicat Mixte Eaux Confluences (SMEC) confie à la Communauté de communes Terres des Confluences, en prestation intégrée de services, la prestation de services suivante : la fonction Communication.

Cela concerne la réalisation de prestations de services et l'utilisation de moyens en cause et non les compétences concernées qui restent dévolues par la loi et les statuts de la Communauté de Communes Terres des Confluences.

Il est ici précisé que les dépenses engagées pour une action propre au SMEC seront engagées et payées directement par le syndicat, sans que la Communauté de communes n'ait à intervenir.

#### **1. Description et étendue de la prestation**

La présente convention étant établi dans le cadre d'une prestation de services intégrée, le SMEC dispose au fil de l'exécution de cette convention, d'un droit de formuler des instructions et des recommandations à la Communauté de communes Terres des Confluences, sous réserve :

- de ne pas dépasser le cadre de la mission susmentionnée (sauf signature d'un avenant aux présentes qui serait accepté par les deux parties) ;
- de ne pas formuler une demande conduisant à commettre une illégalité, une infraction ou un acte contraire aux règles déontologiques ;
- de ne pas conduire la Communauté de communes à une situation de conflit d'intérêts de toute nature et notamment de conflit entre les intérêts des divers membres du SMEC.

### **ARTICLE 2 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

La présente convention permet au SMEC de confier l'exécution de ces services à la Communauté de Communes.

Un bilan annuel des prestations de services sera réalisé à la date anniversaire de chacun des contrats conclus, entre la Communauté de Communes Terres des Confluences et le SMEC.

Les missions confiées au service seront définies, en début d'année, en concertation entre les deux signataires, en présence des 2 directeurs des établissements. En cas de difficultés pour l'exécution de la présente convention, la Directrice Générale des Services de la Communauté de communes pourra être saisie par les services concernés.

**ARTICLE 3 : LIEU D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

La mission est effectuée à distance, au siège de la Communauté de communes et peut trouver à s'effectuer au sein des bâtiments et infrastructures du SMEC.

La Communauté de communes est libre de désigner ceux de ses agents qui interviendront dans le cadre de ces prestations de services.

La Communauté de communes peut refuser d'exécuter ces prestations de services si des règles déontologiques le lui imposent, ou si une infraction semble risquer d'être constituée au fil des instructions qui lui sont données au titre des présentes.

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS****1. Obligations du syndicat mixte eaux confluences (SMEC)**

Le SMEC s'engage à mettre à la disposition de la Communauté de communes, à titre gratuit, à compter de l'entrée en vigueur de la convention, l'ensemble des informations nécessaires à la bonne exécution des contrats à venir et à régler sans délai le coût des prestations réalisées.

**2. Obligations de la communauté de communes Terres des Confluences**

Pendant la durée du contrat, la Communauté de communes assure, sous sa responsabilité, la bonne exécution des prestations qui lui seront confiées au fil des contrats à venir.

La Communauté de communes s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires pour couvrir les activités accomplies dans le cadre des contrats à intervenir.

**ARTICLE 5 : DUREE**

La présente convention s'applique pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021 jusqu'au 30 septembre 2024 inclus.

Les parties ont la faculté de résilier la présente convention à tout moment, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette dénonciation doit être notifiée au moins trois mois avant la date de résiliation souhaitée, par l'une ou l'autre des parties.

L'exercice de ce droit contractuel n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

**ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES**

La Communauté de communes versera aux agents, la rémunération correspondant à leurs situations administratives en grade, emploi et échelon.

Le SMEC ne versera aux agents, aucun complément de rémunération, à l'exclusion d'éventuels remboursements de frais.

Le montant de la rémunération et des charges visées ci-dessus, sera reversé par le SMEC à la Communauté de communes dans les conditions suivantes : versement de 20 % du traitement brut et des charges patronales sur présentation d'un titre de recettes émis par la collectivité d'origine, au trimestre échu.

Tous les documents et informations qui sont confiés ou diffusés à la Communauté de communes sont confidentiels. Ils ne peuvent être communiqués à d'autres personnes sans l'autorisation préalable du SMEC.

Par ailleurs, la Communauté de communes se reconnaît tenue au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont elle pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de la présente convention. Elle s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable du SMEC.

La Communauté de communes garantit par ailleurs qu'elle tiendra ses agents informés et se porte fort du respect par ceux-ci des obligations.

### **ARTICLE 8 : CONTENTIEUX**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente, à savoir le Tribunal Administratif de TOULOUSE, sis 68 Raymond IV – BP 70007 – 31068 TOULOUSE Cedex7.

Fait à Castelsarrasin, le \_\_\_\_\_, en double exemplaires.

Pour la Communauté de Communes  
Terres des Confluences,

**Le Président,**  
Dominique BRIOIS

Pour Le Syndicat Mixte  
Eaux Confluences,

**Le Président,**  
Jean-Philippe BESIERS